

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Nord
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 25/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FONDERIE DE NIEDERBRONN

67110 NIEDERBRONN-LES-BAINS

Références : 1853/NK/CE
Code AIOT : 0006701853

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2023 dans l'établissement FONDERIE DE NIEDERBRONN implanté LIEU DIT SANDHOLZ - 67110 NIEDERBRONN-LES-BAINS. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FONDERIE DE NIEDERBRONN
- LIEU DIT SANDHOLZ - 67110 NIEDERBRONN-LES-BAINS
- Code AIOT : 0006701853
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est dédié au stockage de déchets inertes issus des activités de la Fonderie de Niederbronn.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : eaux souterraines et superficielles, fin d'exploitation...

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
1	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/07/2013, article 5.2.2 de l'annexe I	/	arrêté complémentaire : demande à l'exploitant d'une étude	6 mois
4	Fin d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/07/2013, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 16/07/2013, article 5.3.2 de l'annexe I	/	Sans objet
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/07/2013, article 4.5 de l'annexe I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'autorisation d'exploiter est échue depuis juillet 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2013, article 5.2.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, analyses
Prescription contrôlée : Des analyses concernant le pH, la DCO... sont réalisées trimestriellement. Elles sont également accompagnées d'un commentaire.
Constats : Concernant le Piézomètre Pz2, les mesures n'ont pas pu être faites en juin 2023 car il était « à sec ». Les mesures de mars 2023, de 2022 et 2021 ont été faites. Concernant le Piézomètre Pz1, les mesures n'ont pas pu être faites en juin et septembre 2022 et en mars 2023, car il était « à sec ». Les autres mesures de 2021, de 2022 et de juin 2023 ont été faites. L'ensemble des résultats n'appellent pas de commentaires, les concentrations constatées sont inférieures aux valeurs fixées par l'arrêté ministériel du 11/01/2007. Il convient que l'exploitant réalise une étude hydrogéologique pour étudier la pertinence du réseau piézométrique.
Type de suites proposées : avec suite, délais de 6 mois
Proposition de suites : arrêté préfectoral complémentaire – demande à l'exploitant d'une étude hydrogéologique sous 6 mois

N° 2 : Eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2013, article 5.3.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, analyses
Prescription contrôlée : Le suivi de la qualité des eaux de surface est assuré par des contrôles effectués dans le ruisseau Aschbach en amont et en aval hydraulique du dépôt. Des analyses concernant le pH, la DCO... <u>sont réalisées trimestriellement ou recalées selon la pluviométrie locale.</u>
Constats : Il ressort des rapports d'analyses qu'en juin 2023, les analyses n'ont pas pu être faites car le ruisseau était à sec : l'exploitant n'a pas respecté la prescription qui demande que les analyses soient recalées selon la pluviométrie locale.

Cependant les mesures de mars 2023 et l'ensemble des mesures de 2021 et 2022 ont été faites, les résultats d'analyses n'appellent pas d'observation particulière. De fait, l'inspection ne propose pas de mise en demeure à ce stade.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2013, article 4.5 de l'annexe I

Thème(s) : Autre, Règle d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un plan d'exploitation. Ce plan coté en altitude est mis à jour tous les ans : il se présente sous la forme d'un relevé topographique.

Constats :

L'exploitant a présenté le plan topographique d'exploitation de 2023, cependant celui-ci ne présente pas entièrement les limites de propriété :
il convient que les limites de propriété figurent clairement sur le plan.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Durée d'exploitation - Fin d'exploitation

Référence réglementaire :

Arrêté Préfectoral du 16/07/2013, article 3 et article 3.7, 6.1 et 6.3 de l'annexe I

Thème(s) : Situation administrative, Fin d'exploitation

Prescription contrôlée :

Article 3 : L'exploitation est autorisée pour une durée de dix ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3.7 : L'exploitant tient à jour un registre d'admission...

Article 6.1 : Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation...

L'exploitant tient à la disposition du Préfet les justificatifs de la conformité de la couverture finale mise en place par rapport aux éléments portés dans le dossier de demande d'autorisation.

Article 6.3 : A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site.

Constats :

L'exploitation est échue depuis fin juillet 2023, l'exploitant n'a plus l'autorisation d'y apporter des déchets, il a déclaré n'avoir plus apporté de déchets depuis la fin de l'autorisation.

Jusqu'à présent, ces déchets de sable étaient amenés de la fonderie, l'exploitant a déclaré avoir reçu une quantité de 5 445 tonnes en 2022 (il est autorisé pour 16 500 tonnes par an), mais il n'a pas présenté de registre spécifique de traçabilité. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir la quantité déposée en 2023.

De plus, il n'a pas présenté à l'inspection les justificatifs de la conformité de la couverture finale mise en place par rapport aux éléments portés dans le dossier de demande d'autorisation, avec un plan topographique du site.

Cependant par courriel du 19/07/2021, l'exploitant a interrogé l'inspection sur les formalités afin de demander une extension du dépôt.

L'exploitant doit effectuer le réaménagement du site, conformément à l'article 6 de l'arrêté, le cas échéant redéposer une demande d'autorisation.

Type de suites proposées : avec suite, délais de 6 mois

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription